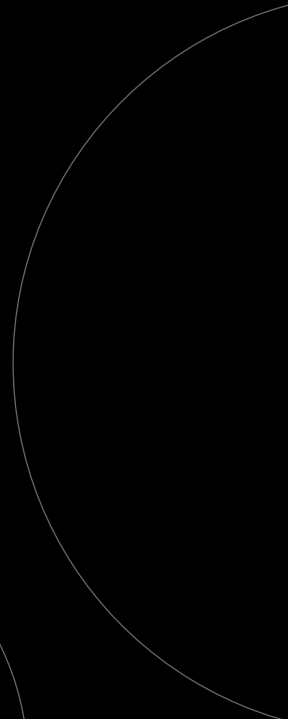
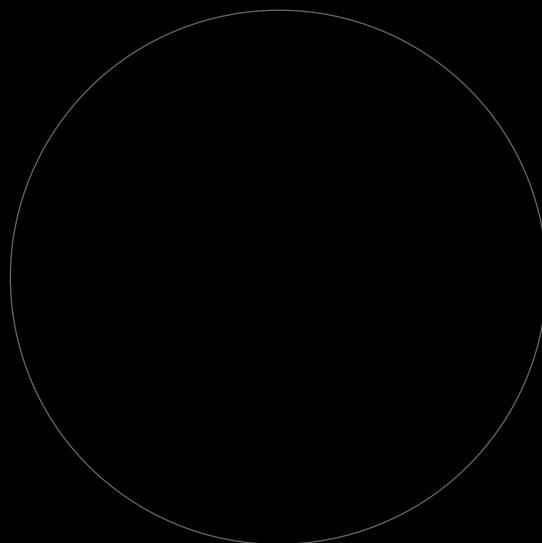
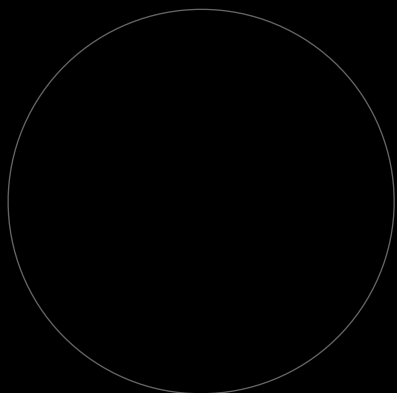
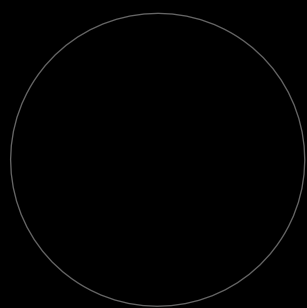


PROSPERA

Le baromètre économique
du Québec



Propulsé par



Table des matières

Introduction

Le Québec
des 40 dernières années
à vol d'oiseau

Résultats globaux

Les grands blocs
qui ont contribué à la meilleure
performance relative de l'économie
du Québec

Quelles variables spécifiques
affectent le plus le Baromètre ?

Les grands messages
à tirer des résultats

Annexe 1: Méthodologie

Tableaux annexes

Nous tenons à remercier Jean-Pierre Aubry, David Dupuis, Pierre Fortin et Alain Robichaud pour leurs précieux commentaires. Les auteurs assument évidemment les erreurs et omissions qui pourraient subsister dans ce document.



Mot de Julie Doré

Associée, avocate BCF

Avec plus de 500 employés, dont 300 professionnels, BCF Avocats d'affaires se positionne comme partenaire privilégié des chefs d'entreprise, des entrepreneurs et des sociétés en plein essor qui ont choisi le Québec et le Canada comme leviers de leur succès et de leur croissance. Notre esprit entrepreneurial nous différencie des autres cabinets d'avocats, de même que notre engagement en faveur de l'essor de l'économie québécoise.

C'est dans cet esprit que BCF s'associe à Prospera – le Baromètre économique du Québec, afin d'ajouter un indicateur puissant pour mesurer et analyser la performance économique du Québec à long terme, tout en comparant celle-ci avec l'Ontario et le Canada.

Ce document détaillé vous présente les aspects structurels de notre économie, mettant en évidence les tendances lourdes et porteuses qui ont façonné notre prospérité au cours des dernières décennies.

Notre implication auprès des entreprises du Québec et de partout dans le monde est au cœur de notre mission. Nous visons à favoriser leur croissance et leur succès. Notre participation à la création de Prospera est une preuve supplémentaire de notre engagement à soutenir et à promouvoir le dynamisme économique du Québec.

Bonne lecture



Mot d'Alain Robichaud

Président-Fondateur
de Quadrat Conseils

L'économie du Québec est plus que jamais un sujet d'importance, alors que le gouvernement s'est engagé à réduire l'écart historique qui nous sépare de l'Ontario. Le Baromètre économique du Québec permet d'entrevoir avec optimisme les tendances dans les prochaines années.

J'ai instigué cette initiative en ayant pour objectif d'offrir une perspective sur le long terme sur notre économie, afin de permettre une analyse plus juste et précise quant à la vitalité de notre économie. Ce baromètre repose sur une méthodologie solide et développée par François Delorme, laquelle a été reconnue par de nombreuses institutions économiques de référence au Canada, en plus d'être validée par un comité d'experts économiques réputés. Je les remercie d'ailleurs pour leurs contributions inestimables.

Ce document permet ainsi d'approfondir notre compréhension des forces qui façonnent notre prospérité et des facteurs clés qui ont contribué au succès économique du Québec. Il nous permet ainsi de discerner les enjeux importants dans les prochaines années. À cet égard, la transition énergétique apparaît comme un défi majeur face auquel le Québec possède un avantage indéniable grâce à sa production d'hydroélectricité. Il nous faut accélérer cette transition afin de préserver cet avantage et devenir un acteur incontournable dans ce domaine.

Je vous souhaite une lecture enrichissante pour une meilleure compréhension de notre économie québécoise.

Introduction

Le Baromètre
vise à mettre de l'avant
les aspects **structurels**
de l'économie plutôt
que les changements
cycliques

Ce rapport présente l'élaboration d'un indice (le Baromètre économique du Québec) visant à résumer l'évolution de la santé des économies canadienne, québécoise et ontarienne au cours des 40 dernières années et à en identifier les tendances lourdes et porteuses. Contrairement à de nombreux autres indices conçus pour prévoir les changements à court terme dans le cycle économique, cet indice vise explicitement à donner une image de la viabilité à long terme de la performance économique.

Il est particulièrement intéressant de contraster le Baromètre avec l'objectif du gouvernement du Québec de combler l'écart de PIB réel par habitant du Québec avec celui de l'Ontario. Rappelons que cet écart se situe en 2023 à 13 pour cent et que le gouvernement vise ramener cet écart à 10 pour cent en 2026.¹

Tout d'abord, le Baromètre n'est pas destiné à observer comment se comportent les économies en temps réel, ni à calquer de près les cycles économiques. Au contraire, il est conçu pour nous aider à comprendre comment les différentes économies se porteront au cours des 5 à 10 prochaines années. Il vise donc à mettre de l'avant les aspects **structurels** de l'économie plutôt que les changements cycliques.

En second lieu, le présent indice est complémentaire à ce que désire réaliser le gouvernement du Québec. En effet, dans le présent exercice, le PIB réel par habitant contribue de 20 à 30 pour cent de la croissance de l'indice de prospérité économique du Québec selon les sous-périodes. Cela implique que l'objectif de réduction de l'écart de revenu par habitant poursuivi par le gouvernement permettrait d'accélérer l'amélioration du Québec par rapport à l'Ontario au chapitre de la prospérité.

Notre indice est composé de 28 variables impactant la performance économique. Parmi ces variables, nous retrouvons la croissance économique, l'investissement, le capital humain et l'environnement des affaires. En outre, suite à l'aggravation de la crise environnementale, il nous a semblé indispensable d'ajouter des variables liées à la soutenabilité environnementale afin de combattre la crise climatique et ainsi d'obtenir une croissance verte et durable.

De plus, bien que les anciennes mesures de la performance économique ignorent généralement les expériences des ménages, nous avons fait le choix ici d'ajouter des variables afférentes aux finances des ménages. De fait, on constate de plus en plus une relation positive entre une prospérité économique durable et une répartition équitable de la croissance au sein de la société.

¹ Budget du Québec 2023-2024, pages A.3 et A.4.

L'indice est arbitrairement fixé à 100 en 1980, c'est-à-dire que les changements de l'indice reflètent des évolutions relatives des variables entre les juridictions et non des évolutions absolues.

La mission du Baromètre est que les résultats qui en ressortent puissent éclairer les débats sur l'efficacité des politiques publiques au sein du Québec et du Canada.

Après un bref historique de l'économie du Québec au cours des 40 dernières années, ce rapport présente les résultats du Baromètre. Il permet de comprendre :

- 01.** Comment l'indice a évolué au fil du temps ;

- 02.** Comment les trois juridictions se comparent et ;

- 03.** Quelles sont les contributions des différentes variables dans la composition du Baromètre.

Par la suite, nous passons à une brève discussion et interprétations des résultats. Pour finir, nous présenterons de façon détaillée la méthodologie utilisée afin de construire l'indice.



Le Québec des 40 dernières années à vol d'oiseau

Cet historique succinct s'inspire fortement de Fortin, Pierre (2023), « L'économie du Québec : brève histoire et perspective », Allocution, 12 juin 2023 et Paquin, S. et H. Rioux (2022), « La Révolution tranquille 60 ans après », Les Presses de l'Université de Montréal.

Le Québec des 40 dernières années à vol d'oiseau

Depuis les années 60, le Québec a connu un progrès économique remarquable. Non seulement le niveau de vie de sa population a crû régulièrement, mais celui-ci, inférieur à l'Ontario au sortir des années 60, dépasse dorénavant son voisin ontarien.

La progression du niveau de vie du Québec a été lente et inégale jusqu'à la fin de la décennie 1980. On peut bien sûr mettre une bonne partie de ce résultat sur le compte de la locomotive des mégaprojets hydroélectriques, mais il reste que cet impact a été passager. À partir de 1990, toutefois, le rattrapage du Québec a été rapide et permanent. Selon Fortin (2023), cette expansion est tributaire de 5 facteurs principaux :

La bonne performance de l'économie du Québec depuis 1980 n'est pas fortuite, mais l'aboutissement de tendances structurelles bien chevillées au cœur de l'économie du Québec.

- 01.** La réforme de l'éducation des années 1960 et son aboutissement 20 ans plus tard, avec en prime une génération d'entrepreneurs particulièrement dynamiques


- 02.** L'établissement d'une paix sociale durable après les durs conflits sociaux vécus au cours des années 1970 et de début des années 1980.

- 03.** L'internationalisation de l'économie avec une nouvelle génération d'entrepreneurs scolarisés, l'ouverture des règles de l'Organisation mondiale du commerce et l'Accord de libre-échange canado-américain.

- 04.** Une politique familiale audacieuse en matière de congés parentaux et de services de garde qui a porté le taux d'activité féminin du Québec à un sommet mondial.

- 05.** Une réduction majeure du poids du service de la dette provinciale à partir de 1996, principalement due à la baisse mondiale des taux d'intérêt, mais aussi aux efforts de consolidation budgétaire du gouvernement du Québec.

En somme, la bonne performance de l'économie du Québec depuis 1980 n'est pas fortuite, mais l'aboutissement de tendances structurelles bien chevillées au cœur de l'économie du Québec. Ces développements sont en relief par les résultats du baromètre, que nous allons analyser dans la section suivante.



Résultats globaux

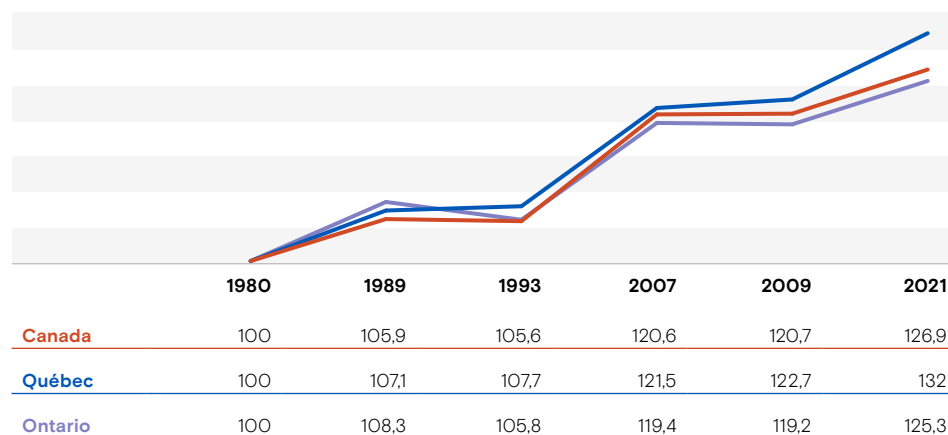
Résultats globaux

Les résultats du Baromètre montrent qu'en 2021, le Québec est en tête avec un indice de 132,0, suivi du Canada à 126,9 et de l'Ontario à 125,3.

Ces résultats suggèrent que l'économie du Québec, tel que capté par le Baromètre s'est améliorée de 32 % depuis 1980, tandis que l'ensemble du Canada ne s'est amélioré que de 26,9 % et l'Ontario de 25,3 %. La Figure 1 présente l'évolution de l'indice au Québec, au Canada et en Ontario pour la période allant de 1980 à 2021.

Figure 1:
Baromètre économique de 1980 à 2021 au Canada, Québec et Ontario

Les résultats de l'indice montrent qu'en 2021, le Québec est en tête à 132, suivi du Canada à 126,9 et de l'Ontario à 125,3.




Au cours des années 1980, l'Ontario a ouvert la voie avec une solide performance économique, puis a subi une forte baisse au cours de la récession de 1989-1993.

Pendant les années subséquentes, soit de 1994 à 2007, on a observé de bons résultats pour les trois provinces. Dans son ensemble, le Canada a légèrement devancé l'Ontario au cours de cette période.

Par la suite, la récession de 2008-2009 a été difficile pour les trois juridictions. Tout de même, l'impact de la récession a été variable, le Québec ayant pu maintenir de bons résultats, tandis que l'Ontario a de nouveau chuté pendant et après la récession.

En conclusion, depuis 2010, l'ensemble des trois juridictions ont bien performé, mais le Québec continue d'être en tête. De plus, on remarque que la crise de la COVID-19 a eu étonnamment peu d'impact notable sur l'indice.

En effet, la stagnation des exportations et de la croissance économique a été compensée à la fois par une efficacité énergétique accrue, par le recours aux énergies renouvelables et par l'amélioration relative des finances des ménages.



Les grands blocs qui ont contribué à la meilleure performance relative de l'économie du Québec

Quels secteurs de l'économie expliquent la bonne performance du Québec ?

Comment les tendances lourdes (ou blocs) du Québec lui ont-elles permis d'obtenir, en termes relatifs, de meilleurs résultats économiques que ceux de l'Ontario et du Canada ? Et quels sont les variables spécifiques qui ont principalement contribué à l'essor économique du Québec ? C'est ce dont traite les 2 prochaines sous-sections.

Le Tableau 1 nous aide à apporter des réponses à la première de ces deux importantes questions. Dans ce tableau, les variables sont regroupées en six grands blocs et y sont présentées les contributions respectives de chacun de ces derniers au Baromètre de chaque juridiction. Pour une liste complète des variables incluses dans chaque groupe, voir le Tableau A.1 en annexe.

Six catégories de variables à l'indice de prospérité

- Capital humain
- Croissance
- Investissement
- Entreprises
- Environnement
- Ménages

Tableau 1 :
Contribution respective de chacun des blocs au Baromètre économique, Canada, Québec et Ontario, 1980 à 2021

	Capital Humain	Croissance	Investissement	Entreprises	Environnement	Ménages
Canada	5.95	3.75	12.10	0.37	6.16	-1.39
	22.1 %	13.9 %	44.9 %	1.4 %	22.9 %	-5.1 %
Québec	5.20	7.13	12.85	0.93	6.83	-0.96
	16.3 %	22.3 %	40.2 %	2.9 %	21.4 %	-3.0 %
Ontario	4.17	5.77	9.42	1.18	7.30	-2.54
	16.5 %	22.8 %	37.2 %	4.7 %	28.9 %	-10.0 %

Note : Les contributions absolues sont présentées sur la première ligne et les contributions relatives sur la seconde ligne.

Le Québec a surpassé le Canada et l'Ontario dans les domaines afférents à la croissance² et à l'investissement³ au cours des 40 dernières années (lignes 1, 3 et 5 du Tableau 1). Comme nous l'avons mentionné précédemment, on parle ici de changements relatifs depuis 1980 et non de variations absolues. Ainsi, cela signifie que le Québec a certes connu une croissance plus élevée de ces variables depuis 1980, mais il ne fait pas nécessairement montre de niveaux absolus plus élevés.

² Les variables qui constituent le bloc « Croissance » sont les exportations, le capital de risque, l'investissement étranger privé domestique, l'investissement domestique hors du Canada, les importations, le PIB par habitant en âge de travailler, des indices (Herfindahl-Hirschmann) mesurant respectivement la concentration des exportations nettes par industrie et par produit. Voir Tableau A.1 en annexe.

³ Les variables qui constituent le bloc « Investissement » sont la formation brute de capital fixe, le stock de capital fixe par personne, le ratio dette publique/PIB, les dépenses en R&D et les investissements dans les TIC en proportion du PIB. Voir Tableau A.1 en annexe.

De la même façon, sur la période 1980 à 2021, l'Ontario montre une contribution positive légèrement plus importante dans les catégories « Entreprises » et « Environnement » dans son Baromètre en comparaison avec le Canada et le Québec. En revanche, le positionnement du Québec ces dernières années au chapitre des énergies renouvelables ainsi que des niveaux d'émissions de GES par habitant devrait lui permettre de surpasser la performance des deux autres juridictions dès les prochaines années dans le contexte de la transition écologique.

Sur le plan de la situation des ménages (dernière colonne du Tableau 1), la performance ontarienne est nettement plombée par rapport aux autres juridictions, notamment en raison d'un endettement des ménages croissant et préoccupant. En particulier, nos résultats suggèrent une présomption favorable d'un lien entre la moins grande dégradation de la situation économique des ménages et la bonne performance du Québec au chapitre du Baromètre.

Peut-être plus intuitives à interpréter, les lignes 2, 4 et 6 du Tableau 1 nous indiquent quant à elles les contributions en pourcentage au Baromètre pour la période 1980 à 2021. De façon générale, on observe que l'ensemble des thèmes ont contribué positivement à celui-ci dans chacune des juridictions, à l'exception de la catégorie qui concerne les ménages. Il s'agit effectivement d'une tendance inquiétante. Si le revenu médian contribue de façon positive à la prospérité sur l'ensemble de la période et ce, pour toutes les juridictions, l'endettement des ménages peut constituer un frein important en termes de perte de manœuvre financière, qui vient systématiquement gommer la contribution positive des gains en termes de revenu.


Le Tableau 1 nous apprend que c'est **l'investissement** qui a eu le plus d'impact sur l'indice dans chaque juridiction, représentant 44,9 % de la prospérité économique au Canada, 40,2 % au Québec et 37,2 % en Ontario.

Le bloc de **l'environnement** arrive généralement au second rang en termes de contribution tandis que **la croissance** et **le capital humain** se disputent le troisième rang selon les juridictions.

Les variables afférentes aux **entreprises** (i.e. la concentration industrielle, le nombre de propriétaires actifs d'une entreprise constituée en société qui n'ont pas d'employés et l'intensité du capital), au contraire, ont peu contribué à la croissance de l'indice sur l'ensemble de la période.

Le bloc des **ménages** a plombé à divers degrés le Baromètre à cause de l'endettement des ménages, comme souligné précédemment.

La section suivante approfondit le diagnostic selon les six thèmes en se penchant sur les variables spécifiques qui contribuent le plus significativement au Baromètre.



Quelles variables
spécifiques affectent
le plus le Baromètre ?

Quelles variables spécifiques affectent le plus le Baromètre ?

La contribution d'une variable à l'Indice dépend à la fois de sa croissance dans le temps et de son poids⁴.

Les poids ont une relation inverse avec la variance, c'est-à-dire que les variables les plus stables dans le temps, et donc présumées être plus fiables et indicatives des performances futures, se voient attribuées un poids plus élevé.

Le Tableau 2 ci-dessous présente le podium des variables contribuant le plus et le moins à la progression de l'indice pour la période 1980 à 2021 pour les 3 juridictions. Les Tableaux 3 et 4 présentent la même information mais pour des sous-périodes particulières. Quand vient le temps d'isoler les facteurs contribuant à une meilleure performance du Baromètre, nos résultats montrent que ces variables viennent appuyer fortement la prospérité économique.

Premier constat, il y a relativement peu de mouvement dans les extrémités du classement à travers le temps. Les variables très positives ou très négatives ont tendance à le rester. Cela nous indique que les mêmes facteurs semblent être de façon récurrente un accélérateur ou un frein pour la prospérité du Québec et des deux autres juridictions.

La contribution d'une variable à l'Indice dépend à la fois de sa croissance dans le temps et de son poids.

Tableau 2 :
Contributions des variables les plus importantes et les plus faibles au Baromètre dans chaque juridiction, 1980-2021

Rang	Canada		Québec		Ontario	
			1980-2021			
1	Dépenses R&D	18.1 %	PIB / Pop 15-64	20.3 %	PIB / Pop 15-64	19.5 %
2	Taux de diplomation post-secondaire	18.0 %	Taux de diplomation post-secondaire	14.9 %	Taux de diplomation post-secondaire	16.0 %
3	PIB / Pop 15-64	16.3 %	Stock de capital / Pop	14.5 %	Dépenses R&D	16.0 %
14	Population en âge de travailler	-4.6 %	Dettes des ménages / revenu disponible	-4.6 %	Dettes nettes / PIB	-5.8 %
15	Dettes des ménages / revenu disponible	-7.6 %	Population en âge de travailler	-7.9 %	Dettes des ménages / revenu disponible	-12.2 %
16	Importations	-12.6 %	Importations	-9.8 %	Importations	-12.9 %

Note. Les chiffres sont un pourcentage de l'augmentation/diminution totale dans une juridiction donnée au cours de chaque période.

⁴ Voir la section « Méthodologie » pour plus de détails.

Une croissance par habitant soutenue et l'investissement en capital physique et humain **représentent des moteurs cruciaux et durables pour la prospérité économique du Québec.**

Pour la période 1980 à 2021, en ce qui a trait au Québec, on note tout d'abord la forte contribution de la croissance par habitant (mesurée par le ratio du PIB sur la population âgée de 15 à 64 ans), qui se retrouve au sommet du trio des facteurs les plus positifs (i.e. qui influence le Baromètre le plus fortement), suivie du taux de diplomation et du stock de capital fixe par habitant.

On peut également noter que le taux de diplomation est un facteur de croissance important depuis les années 1990, mais qu'il ne fait pas partie du podium du Québec entre 1980 et 1988. De fait, il est fort probable que l'augmentation du capital humain ait été également importante dans les années 1980, mais malheureusement, la série chronologique du taux de diplomation ne s'avère pas disponible avant 1990. Cette variable, ne fait donc pas partie du classement de 1980-1988.

Ces constats suggèrent un résultat général important stipulant qu'en plus d'une croissance par habitant soutenue, l'investissement en capital physique et humain **représentent des moteurs cruciaux et durables pour la prospérité économique du Québec.**

La théorie économique nous a enseigné que les infrastructures ont été de tout temps la pierre angulaire de la croissance de long terme.⁵ De son côté, l'éducation, avec ses nombreux impacts directs et périphériques, est devenue une artère en nette progression pour expliquer la santé économique des écosystèmes d'aujourd'hui.⁶

Prises ensemble, ces variables expliquent la moitié de l'augmentation de l'indice au Québec au cours des 40 dernières années.

Pour ce qui est de l'Ontario et du Canada, on constate que le PIB par population en âge de travailler et la proportion de personnes ayant fait des études post-secondaires, comptent également parmi les trois principaux facteurs de l'amélioration de leur indice respectif. Cependant, à la différence du Québec, le troisième facteur principal pour l'Ontario et le Canada concerne les dépenses en recherche et développement.

De plus, les trois juridictions voient leur indice être impacté négativement par certaines variables, telles que les importations, le ratio de la dette des ménages au revenu disponible et la proportion de la population âgée de 15 à 64 ans. La prépondérance des importations résulte de la nature ouverte de l'économie québécoise et de l'accroissement du commerce international, et n'est pas particulièrement inquiétant dans la mesure où les exportations augmentent également. On note également l'impact négatif de l'endettement privé et du vieillissement de la population.⁷

⁵ Voir Barro, R. J. (1990), "Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth", *Journal of Political Economy*, 98(5); 103-126.

⁶ Voir Lucas, R. E. (1988), « On the Mechanics of Economic Development, » *Journal of Monetary Economics*, 22, 3-42.

⁷ Pour une liste complète des contributions relatives de chaque variable à l'indice dans chaque juridiction, voir le Tableau A.2 en annexe.

Pour approfondir l'analyse, nous avons examiné les contributions des variables individuelles au cours de cinq sous-périodes : 1980-88, 1989-93, 1994-2007, 2008-09 et 2010-2021. Ces périodes ont été choisies pour séparer les périodes de récession des périodes de croissance. Les Tableaux 3 et 4 présentent, sur les trois premières lignes, les trois variables avec les contributions positives les plus importantes par juridiction et par période. Ces tableaux, présentent également, les trois contributions négatives les plus importantes dans les trois dernières lignes.

On en conclut que ces trois juridictions ont été stimulées par de solides investissements de 1980 à 1988, à la fois dans la recherche et développement et dans le capital fixe. La croissance économique au cours des années 1980, a également permis de maintenir de bonnes performances.

En revanche, on observe en parallèle une diminution du revenu réel médian après impôt pour les trois juridictions. Tout de même, l'Ontario a connu une baisse plus faible pendant cette sous-période, ce qui lui permet de surpasser le Québec et le Canada dans son ensemble.

Après avoir atteint une valeur de son indice de 108,3 en 1989, l'Ontario a davantage souffert de la récession en comparaison avec le Québec et le reste du Canada. Ce constat s'explique en grande partie par la baisse du taux d'emploi, la baisse du revenu médian des ménages et l'augmentation de la dette des ménages et l'endettement public en Ontario.

En plus de sa structure économique plus diversifiée, ce sont ces perspectives de long terme qui ont permis au Québec d'éviter une baisse au cours de cette période. Effectivement, le Québec a choisi de miser sur de fortes augmentations de la scolarisation postsecondaire, et de l'investissement en capital fixe.

Tableau 3 :
Contributions des variables les plus importantes et les plus faibles au Baromètre
dans chaque juridiction, 1980-88, 1989-93 et 1994-2007

Rang	Canada		Québec		Ontario	
1980-1988						
1	Dépenses R&D	30.8 %	PIB / Pop 15-64	29.1 %	Dépenses R&D	23.0 %
2	PIB / Pop 15-64	22.1 %	Dépenses R&D	26.1 %	PIB / Pop 15-64	22.2 %
3	Stock de capital fixe par personne	13.0 %	Formation brute de capital fixe	16.6 %	Formation brute de capital fixe	14.5 %
14	Taux de chômage de longue durée	-3.8 %	Taux de chômage de longue durée	-3.5 %	Investissement étranger privé au Canada	-0.2 %
15	Revenu médian après impôt	-4.5 %	Revenu médian après impôt	-5.2 %	Revenu médian après impôt	-0.7 %
16	Importations	-13.2 %	Importations	-10.9 %	Importations	-11.1 %
1989-1993						
1	Taux de diplôme postsecondaire	285.5 %	Taux de diplôme postsecondaire	53.9 %	Taux de diplôme postsecondaire	19.5 %
2	Dépenses R&D	254.2 %	Stock de capital fixe par personne	51.3 %	Dépenses R&D	18.7 %
3	Participation globale à la population active 45-64	148.7 %	Dépenses R&D	48.7 %	Exportations	16.1 %
20	Ratio dette des ménages/revenu disponible	-149.9 %	Population en âge de travailler	-23.2 %	Population en âge de travailler	-28.0 %
21	Taux de chômage de longue durée	-149.9 %	Dette nette / PIB	-24.1 %	Taux de chômage de longue durée	-29.3 %
22	Revenu médian après impôt	-169.4 %	Revenu médian après impôt	-27.3 %	Dette nette / PIB	-42.1 %
1994-2007						
1	Taux de diplôme postsecondaire	17.6 %	Taux de diplôme postsecondaire	18.4 %	Taux de diplôme postsecondaire	18.5 %
2	Dépenses R&D	11.8 %	PIB / Pop 15-64	15.3 %	Efficacité énergétique (PIB divisé par la consommation d'énergie)	13.0 %
3	PIB / Pop 15-64	11.2 %	Stock de capital fixe par personne	11.4 %	PIB / Pop 15-64	12.0 %
25	HHI - Produits nets exportés	-2.2 %	Entrepreneurs / main-d'œuvre	-2.7 %	Entrepreneurs / main-d'œuvre	-1.4 %
26	Ratio dette des ménages/revenu disponible	-7.5 %	Ratio dette des ménages/revenu disponible	-7.6 %	Ratio dette des ménages/revenu disponible	-9.5 %
27	Importations	-10.2 %	Importations	-9.9 %	Importations	-9.8 %

Note. Les chiffres sont un pourcentage de l'augmentation/diminution totale dans une juridiction donnée au cours de chaque période.

De 1994 à 2007, les trois juridictions ont connu des améliorations soutenues de leur prospérité économique, en raison notamment de l'augmentation au chapitre de l'éducation post-secondaire et de la croissance du PIB par population en âge de travailler. Les investissements en capital fixe, les exportations et l'efficacité énergétique ont également augmenté au cours de cette période, tandis que les niveaux d'endettement des ménages ont continué d'augmenter.

Lors de la récession de 2008-2009, on voit encore une fois l'Ontario souffrir davantage que le Canada et le Québec. L'augmentation du chômage de longue durée, la baisse du taux d'emploi et la diminution de la diversité des exportations nettes ont contribué à ce que l'Ontario chute de façon plus intense que les autres juridictions. L'amélioration de la performance environnementale a contribué à l'augmentation de l'indice au Québec en 2008-2009.


À partir de 2010, on observe à nouveau une amélioration soutenue dans les trois juridictions, avec des augmentations similaires en Ontario et au Canada, et une augmentation légèrement plus importante au Québec.

Cette amélioration s'explique globalement par une croissance économique soutenue, une efficacité énergétique accrue, un meilleur potentiel d'énergies renouvelables et des taux de réussite post-secondaire améliorés. D'autre part, une baisse de la proportion de la population en âge de travailler a tiré les indices vers le bas.

Tableau 4 :
Contributions des variables les plus importantes et les plus faibles au Baromètre
dans chaque juridiction, 2008-09 et 2010-21

Rang	Canada		Québec		Ontario	
2008-2009						
1	Émissions de GES par habitant	321 %	Stock de capital fixe par personne	32.4 %	Émissions de GES par habitant	280 %
2	PIB de l'extraction des ressources naturelles / PIB	219 %	EHI - Produits nets exportés	30.8 %	EHI de la concentration industrielle	193 %
3	Stock de capital fixe par personne	211 %	Efficacité énergétique (PIB divisé par la consommation d'énergie)	28.8 %	Intensité Capitalistique	164 %
26	Investissement étranger privé au Canada	-223 %	Investissement étranger privé au Canada	-25.7 %	Exportations	-174 %
27	Ratio dette des ménages/revenu disponible	-304 %	Ratio dette des ménages/revenu disponible	-30.0 %	Ratio dette des ménages/revenu disponible	-214 %
28	Investissement étranger privé	-623 %	Investissement étranger privé	-72.0 %	Investissement étranger privé	-419 %
2010-2021						
1	Capacité électrique à partir de sources renouvelables	28.9 %	PIB / Pop 15-64	21.7 %	Efficacité énergétique (PIB divisé par la consommation d'énergie)	29.1 %
2	Taux de diplôme postsecondaire	25.1 %	Efficacité énergétique (PIB divisé par la consommation d'énergie)	21.4 %	Capacité électrique à partir de sources renouvelables	24.5 %
3	Efficacité énergétique (PIB divisé par la consommation d'énergie)	21.6 %	Taux de diplôme postsecondaire	15.4 %	PIB / Pop 15-64	22.2 %
26	Dette nette/ PIB	-11.0 %	Entrepreneurs / main-d'œuvre	-6.4 %	Importations	-15.1 %
27	Importations	-14.6 %	Importations	-8.3 %	Ratio dette des ménages/revenu disponible	-18.2 %
28	Population en âge de travailler	-32.1 %	Population en âge de travailler	-29.0 %	Population en âge de travailler	-25.5 %

Note. Les chiffres sont un pourcentage de l'augmentation/diminution totale dans une juridiction donnée au cours de chaque période.



Les grands messages à tirer des résultats

Les grands messages à tirer des résultats

Au cœur du présent exercice, nous avons voulu poser deux questions simples :

- 01.** « Quelles sont les tendances de fond ayant contribué à l'amélioration de la prospérité économique du Québec ? »

- 02.** « Le Québec est-il sur les bons rails pour une prospérité future durable ? »

Le Baromètre économique du Québec développé dans ce texte incorpore 28 variables structurelles « de tendance lourde » et s'étend sur les dernières 40 dernières années (de 1980 à 2021) afin de donner une bonne perspective.

Les principales conclusions que l'on peut tirer de cette analyse sont les suivantes :

- 01.** Le Québec a indubitablement amélioré sa prospérité économique depuis 1980 et a fait mieux que l'Ontario et le Canada.

- 02.** Les variables qui ont le plus tiré le Baromètre économique du Québec vers le haut au cours des 40 dernières années sont dans l'ordre :
 - 1) le ratio du PIB sur la population en âge de travailler ;
 - 2) le taux de diplomation post-secondaire pour l'ensemble de la population ;
 - 3) le stock de capital fixe par habitant.Ces trois variables comptent pour près de la moitié de la hausse du Baromètre pour la période 1980-2021

- 03.** Les différents « moteurs » qui ont contribué à la forte performance de l'économie du Québec changent quelque peu selon les sous-périodes

Un des constats fondamentaux du présent exercice est à l'effet que la croissance du PIB sur la population en âge de travailler a joué un rôle crucial dans la prospérité économique du Québec.

Comme le souligne fort à propos Fortin (2018), ceci est principalement attribuable à l'ascension fulgurante de taux d'emploi au cours des vingt dernières années.⁸ Comme ce dernier le souligne encore « *les mesures de conciliation travail-famille du Québec (garderies à tarif réduit et congés parentaux étendus, surtout) ont fortement encouragé la participation des jeunes Québécoises au marché du travail. Leur taux d'activité occupe maintenant le sommet mondial* ». Il faut ajouter également que l'économie du Québec a moins souffert de la récession de 2009 que la plupart des autres économies avancées, en bonne partie à cause du plan d'infrastructures lancé par le gouvernement du Québec en 2007.

Ces constats empiriques suggèrent, sans l'ombre d'un doute, que les tendances de fond de l'économie québécoise sont saines et que la prospérité économique du Québec s'améliore.

La présente analyse permet également d'identifier les variables sur lesquelles capitaliser dans le futur afin de continuer dans cette voie.

Les tendances de fond de l'économie québécoise sont saines et la prospérité économique du Québec s'améliore.

- L'analyse révèle ainsi qu'une croissance vigoureuse demeure un passeport incontournable afin d'améliorer la prospérité économique du Québec. Il s'agit donc de continuer à stimuler le taux d'emploi en favorisant l'activité des 55 à 74 ans qui désirent travailler.
- Elle montre aussi combien une population éduquée contribue à renforcer les bases structurelles de l'économie du Québec. Il faut donc à ce chapitre continuer à lutter vigoureusement contre le décrochage scolaire et appuyer la persévérance scolaire jusqu'à l'obtention d'un diplôme collégial ou universitaire ou encore un diplôme d'une école de métiers.
- Elle pointe sur le fait que l'on peut s'attendre à ce que le bloc environnemental devienne de plus en plus une locomotive importante pour le Québec avec l'exploitation de son potentiel d'énergie renouvelable dans le contexte de la transition écologique.
- Elle identifie également le rôle clé des investissements résidentiels et non résidentiels. C'est par ce vecteur que l'on arrivera à stimuler le taux de croissance de la productivité, où la performance du Québec a été de moitié moins performante que l'Ontario et les États-Unis depuis 10 ans.

La présente analyse a donc permis de prendre acte de l'ensemble des éléments qui font que la santé de l'écosystème de l'économie du Québec s'est améliorée. Il s'agit donc dorénavant d'adopter ou de consolider les politiques publiques qui contribueront à renforcer ces tendances.

8 Voir Fortin Pierre (2018), « 50 ans de performance économique au Québec », L'Actualité, 6 avril 2018.

Dans l'ensemble, ces résultats suggèrent que le Canada, le Québec et l'Ontario ont amélioré leur prospérité économique depuis 1980.

Certes, les perspectives économiques du Québec se sont améliorées davantage que celles de l'Ontario et du Canada. Cependant, le Québec présentait initialement des niveaux inférieurs de capital fixe et de PIB par population en âge de travailler, et son chômage de longue durée était plus élevé.

Ces résultats mettent en évidence le rôle important du capital humain et de l'investissement comme vecteurs précurseurs de la croissance de la productivité et de la performance économique de long terme.

Des augmentations importantes du niveau d'études postsecondaires et la formation de capital fixe, ont mis le Canada sur la bonne voie. Toutefois, le vieillissement de la population et le niveau élevé d'endettement des ménages pourraient freiner cette croissance au Canada, au Québec et en Ontario. D'ailleurs, le fait que les finances des ménages ne se soient pas améliorées dans aucune de ces juridictions au cours des 40 dernières années, représente une énorme occasion manquée.

De plus, intégrer la soutenabilité environnementale dans le Baromètre économique nous a permis de reconnaître que toute performance économique future est incertaine si le Canada ne se tourne pas rapidement vers les énergies renouvelables, et ne réduit pas ses émissions de gaz à effet de serre. Comme mentionné plus haut, sur ce plan, le Québec est bien positionné.



Annexe 1: Méthodologie

Annexe 1: Méthodologie

Dans cette annexe, nous décrivons la méthodologie utilisée pour construire l'indice de prospérité économique. En général, nous adhérons à la méthodologie utilisée par les organismes économiques tels que le « Conference Board du Canada » pour construire des indices composites. La construction de l'indice comprend les étapes suivantes :

01. Sélectionner les variables qui sont incluses dans l'indice.

Tout d'abord, nous avons débuté par arrêter notre choix sur 28 sélectionnées par des économistes experts pour leurs valeurs prédictives de la croissance économique à long terme.

Nous avons retenu des variables qui reflètent la soutenabilité environnementale et le statut économique des ménages. De fait, ces facteurs jouent également un rôle non-négligeable dans la promotion de la prospérité économique à long terme. On compte dans le Baromètre cinq variables environnementales et de deux variables afférentes aux ménages.

02. Recueillir des données sur chacune des variables pour autant d'années que possible de 1980 à 2021 pour chaque juridiction.

Les données, pour la plupart des variables de l'indice, proviennent de tableaux publics de Statistique Canada, les autres ont été tirées d'autres sources gouvernementales et d'organisations internationales. La plupart des variables sont disponibles pour chaque juridiction de 1980 ou 1981 jusqu'à 2021.

Dans le cas où certaines variables n'étaient disponibles qu'à partir des années suivantes, nous avons dû alors ajuster l'indice. Pour ce qui est des années où les variables sont disponibles, il n'y a aucun problème. Cependant, en ce qui concerne les années pour lesquelles des données manquent, nous considérons que ces variables n'ont aucun effet sur l'indice.

Pour certaines variables, y compris le % du PIB provenant de l'épuisement des ressources naturelles et le ratio de la dette des ménages au revenu disponible, les données sont disponibles pour une période plus longue pour le Canada que pour le Québec et l'Ontario. Dans ce cas, nous supposons que le ratio des observations pour le Québec et l'Ontario au Canada demeure constant à la première valeur durant les années où les valeurs canadiennes sont observées, ce qui n'est pas le cas pour les valeurs du Québec et de l'Ontario.

O3. Calculer le taux de croissance annuel de chaque variable et l'écart type du taux de croissance dans chaque juridiction.

Pour calculer le taux de croissance annuel de chaque variable (X), nous utilisons la formule de variation symétrique en pourcentage (SPC) :

$$SPC (X_{it}) = 200 \times \frac{X_{it} - X_{it-1}}{X_{it} + X_{it-1}}$$

Ici, i indique la juridiction et t indique l'année. L'écart type (ET) de chaque variable est ensuite calculé comme :

$$SD (X_i) = \sqrt{\frac{\sum_t (X_{it} - \mu_i)^2}{T - 1}}$$

Où T est le nombre d'années avec des données et μ_i est la moyenne de X-i.

O4. Attribuer à chaque variable un poids plus important pour les variables ayant moins de variation annuelle.

Calculer la somme de l'inverse de l'écart type de chaque variable dans chaque juridiction. Le poids (W) de chaque variable est égal à sa part de la somme des écarts-types inverses dans leur juridiction :

$$W (X_i) = \frac{\frac{1}{SD_i (X_i)}}{\sum_i^n \frac{1}{SD_i (X_i)}}$$

Où n est le nombre de variables.

05. Calculer la contribution de la variable à l'indice au cours d'une année donnée, en multipliant sa pondération par son taux de croissance annuel.

La contribution (Ci) de chaque variable dans chaque juridiction est calculée comme suit chaque année :

$$C_{it} (X_{it}) = W (X_j) \times SPC (X_{it})$$

Nous prenons ensuite la somme de ces contributions pour trouver la variation totale en pourcentage (P) de l'indice pour cette année.

$$P_{it} = \sum_j^n C_{it} (X_{itj})$$

06. Calcul de l'indice.

Pour calculer l'indice, nous adaptons la formule de variation symétrique en pourcentage où la variation annuelle en pourcentage est la somme des contributions calculées à l'étape 5, l'indice étant ancré à 100 en 1980 :

$$EHI_{it} = EHI_{it-1} \times \frac{200 + P_{it}}{200 - P_{it}}$$



Tableaux annexes

Tableaux annexes

Tableau A.1:
Variables incluses dans le Baromètre économique par catégorie

Catégories	Capital humain	Croissance	Investissement	Entreprise	Environnement	Ménages
Variables	<ul style="list-style-type: none"> – Participation globale à la population active 45-64 – Population en âge de travailler – Taux d'emploi – Taux de chômage de longue durée – Taux de diplôme post-secondaire 	<ul style="list-style-type: none"> – Exportations – Capital-risque – Investissement étranger privé au Canada – Investissement étranger hors du Canada – Importations – PIB par population en âge de travailler – HHI des exportations nettes - produits – HHI des exportations nettes - industries 	<ul style="list-style-type: none"> – La formation brute de capital fixe – Stock de capital fixe par personne – Dette publique / PIB – Dépenses de R&D – Investissement dans les TIC / PIB 	<ul style="list-style-type: none"> – Concentration industrielle – Entrepreneurs / salaires – L'intensité du capital 	<ul style="list-style-type: none"> – Émissions de GES par habitant – % du PIB provenant de l'extraction des ressources naturelles – Proportion d'énergie provenant de sources renouvelables – Efficacité énergétique – Capacité électrique à partir de sources renouvelables 	<ul style="list-style-type: none"> – Revenu médian après impôt – Ratio dette des ménages/ revenu disponible

Tableau A.2 :
Contribution de chaque variable à l'indice par juridiction, 1980-2021

Rang	Canada		Québec		Ontario	
1	Dépenses en R&D	18.1 %	PIB / Pop 15-64	20.3 %	PIB / Pop 15-64	19.5 %
2	Taux de diplôme postsecondaire	18.0 %	Taux de diplôme postsecondaire	14.9 %	Dépenses en R&D	16.0 %
3	PIB / Pop 15-64	16.3 %	Stock de capital fixe par personne	14.5 %	Taux de diplôme postsecondaire	16.0 %
4	Stock de capital fixe par personne	13.0 %	Dépenses en R&D	13.8 %	Efficacité énergétique (PIB divisé par la consommation d'énergie)	14.4 %
5	Formation brute de capital fixe	11.7 %	La formation brute de capital fixe	11.4 %	La formation brute de capital fixe	13.5 %
6	Efficacité énergétique (PIB divisé par la consommation d'énergie)	10.9 %	Efficacité énergétique (PIB divisé par la consommation d'énergie)	11.1 %	Exportations	12.6 %
7	Exportations	10.5 %	Exportations	10.0 %	Stock de capital fixe par personne	10.1 %
8	LFP des 45-64 ans	9.3 %	LFP des 45-64 ans	7.5 %	Capacité électrique à partir de sources renouvelables	6.6 %
9	Capacité électrique à partir de sources renouvelables	7.6 %	Capacité électrique à partir de sources renouvelables	5.1 %	LFP des 45-64 ans	5.9 %
10	Investissement dans les TIC en % du PIB	2.7 %	Émissions de GES par habitant	3.1 %	Émissions de GES par habitant	5.3 %
11	Revenu médian après impôt	2.5 %	Investissement dans les TIC en % du PIB	2.8 %	Investissement dans les TIC en % du PIB	3.4 %
12	Capital-risque	2.5 %	HHI de la concentration industrielle	2.6 %	Entrepreneurs / main-d'œuvre	2.6 %
13	Émissions de GES par habitant	2.5 %	Capital-risque	2.0 %	Capital-risque	2.5 %
14	PIB de l'extraction des ressources naturelles / PIB	2.1 %	Revenu médian après impôt	1.6 %	Revenu médian après impôt	2.2 %
15	Entrepreneurs / main-d'œuvre	1.1 %	Taux d'emploi	1.4 %	PIB de l'extraction des ressources naturelles / PIB	2.1 %
16	Investissement étranger privé au Canada	1.0 %	PIB de l'extraction des ressources naturelles / PIB	1.4 %	HHI de la concentration industrielle	1.9 %
17	HHI de la concentration industrielle	0.7 %	Investissement étranger privé au Canada	0.9 %	HHI - Produits exportés nets	1.4 %

18	Taux d'emploi	0.3 %	Proportion de la demande d'énergie primaire provenant d'énergies renouvelables	0.7 %	Investissement étranger privé au Canada	1.1 %
19	Proportion de la demande d'énergie primaire provenant d'énergies renouvelables	-0.2 %	HHI - Industries exportatrices nettes	0.6 %	Proportion de la demande d'énergie primaire provenant d'énergies renouvelables	0.5 %
20	L'intensité du capital	-0.4 %	Taux de chômage de longue durée	0.4 %	L'intensité du capital	0.2 %
21	Dette nette / PIB	-0.5 %	L'intensité du capital	0.2 %	HHI - Industries exportatrices nettes	0.2 %
22	Taux de chômage de longue durée	-0.9 %	Entrepreneurs / main-d'œuvre	0.2 %	Taux d'emploi	-0.7 %
23	HHI - Industries exportatrices nettes	-1.0 %	HHI - Produits exportés nets	-0.5 %	Taux de chômage de longue durée	-1.1 %
24	Investissement étranger privé	-1.3 %	Investissement étranger privé	-1.2 %	Investissement étranger privé	-1.5 %
25	HHI - Produits exportés nets	-1.5 %	Dette nette / PIB	-2.2 %	Population en âge de travailler	-3.5 %
26	Population en âge de travailler	-4.6 %	Ratio dette des ménages/revenu disponible	-4.6 %	Dette nette / PIB	-5.8 %
27	Ratio dette des ménages/revenu disponible	-7.6 %	Population en âge de travailler	-7.9 %	Ratio dette des ménages/revenu disponible	-12.2 %
28	Importations	-12.6 %	Importations	-9.8 %	Importations	-12.9 %
Total		100 %		100 %		100 %

PROSPERA

Le baromètre économique
du Québec